

Audience publique du 15 janvier 2020

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre un arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018,
en matière de changement de nom patronymique

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42034 du rôle et déposée le 29 novembre 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Albert Rodesch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant actuellement à ..., tendant à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018 portant refus de l'autorisation de changer son nom patronymique actuel de « ... » en celui de « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 février 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Albert Rodesch déposé au greffe du tribunal administratif le 15 mars 2019 au nom de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 mars 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Alexandra David, en remplacement de Maître Albert Rodesch, et Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 27 novembre 2019.

Par courrier du 18 septembre 2017, Monsieur ... s'adressa par le biais de son litismandataire au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en celui de « ... ».

Par avis respectifs des 27 et 30 novembre 2017, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par Monsieur Le Conseil d'Etat émit le 6 mars 2018 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018 transmis à l'intéressé par un courrier du ministre de la Justice, ci-après désigné par « le ministre », du 2 novembre 2018. Cet arrêté grand-ducal est motivé comme suit :

« Vu la demande présentée par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, sollicitant au nom de Monsieur ..., né le ... à ..., de nationalité luxembourgeoise, demeurant à ... et sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;

Vu les avis défavorables du Procureur d'État de Luxembourg et du Procureur Général d'État ;

Vu l'avis défavorable du Conseil d'État ;

Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;

Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;

Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg note que « Le droit luxembourgeois ne permet pas, en effet, à l'homme marié de porter le nom de sa conjointe » ;

Considérant que la requête en changement du nom patronymique n'est donc pas fondée ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. - L'autorisation sollicitée est refusée.

Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 29 novembre 2018, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018 portant refus de sa demande de changement de nom patronymique.

Etant donné qu'aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-21 germinal an XI », ne prévoit de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen lequel recours est recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique vivre en partenariat enregistré depuis le 27 novembre 2012 avec Madame ... avec laquelle il serait domicilié à la même adresse

et qu'il aurait demandé à pouvoir changer son nom de famille actuel en celui de « ... » pour des raisons qu'il estime être graves et légitimes. En effet, il précise que son père biologique, Monsieur ..., a tenté, en date du ..., de tuer sa mère, Madame ..., crime pour lequel il a été condamné en date du ... par la chambre criminelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg à une peine de réclusion criminelle de quinze ans.

Il ajoute que si, pendant sa minorité, sa famille avait insisté pour qu'il maintienne un contact avec son père, ce contact serait rompu depuis une vingtaine d'années.

Il explique, finalement, que le ..., il s'est marié avec Madame ... avec laquelle il a un enfant commun, ..., né le

En droit, le demandeur se rapporte tout d'abord à prudence de justice quant aux causes d'illégalité externe dont pourrait être affecté l'arrêté grand-ducal litigieux.

En ce qui concerne la légalité interne de l'acte attaqué, après avoir relevé que le principe de la fixité du nom patronymique constituerait une règle d'ordre public et social, de sorte que le changement de nom ne pourrait être accepté qu'en présence de circonstances exceptionnelles et de raisons importantes, le demandeur soutient qu'en l'espèce, il aurait invoqué des raisons sérieuses et graves justifiant qu'il soit fait droit à sa demande de changement de nom.

Il ajoute qu'aucune disposition de droit luxembourgeois n'interdirait au conjoint de porter le nom de son épouse, ni, d'ailleurs et surtout, celui de son enfant, tout en renvoyant à une jurisprudence de la Cour d'appel du 13 décembre 1966 dans lequel il aurait été retenu que dans la mesure où le nom patronymique serait le signe distinctif commun de tous les membres d'une famille dans la vie publique, il y aurait lieu d'éviter, dans l'intérêt général, que le père ne porte un autre nom que ses enfants mineurs.

Il estime dès lors qu'au vu de l'absence de sentiment d'appartenance avec sa famille paternelle et dans la mesure où, d'un point de vue objectif, le port du nom de son père ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, il serait dans son intérêt, ainsi que dans celui de son enfant, de l'autoriser à changer son nom actuel en celui de « ... », en l'occurrence le nom porté par son enfant avec lequel il aurait un lien très fort.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique conclut au rejet du recours sous analyse pour ne pas être fondé.

Après avoir rappelé les principes légaux régissant les demandes de changement de nom et plus particulièrement insisté sur le fait qu'il ne serait possible de déroger au principe de la fixité du nom qu'en présence d'une motivation spécifique basée sur des circonstances exceptionnelles, la partie étatique admet qu'au vu de la condamnation pénale du père du demandeur du chef de tentative d'assassinat sur sa mère, la demande de Monsieur ... à être autorisé à ne plus porter le nom de son père semblerait se justifier.

Il n'en resterait pas moins que l'Etat ne pourrait pas faire droit à la demande de Monsieur ... de porter le nom de sa conjointe, au motif que le droit luxembourgeois ne reconnaîtrait pas la possibilité pour les ressortissants luxembourgeois de porter le nom du conjoint.

La partie étatique souligne, à cet égard, que l'arrêt de la Cour d'appel du 13 décembre 1966, cité par le demandeur, ne serait pas transposable au cas d'espèce, alors qu'il daterait d'il y a plus de cinquante années et qu'il aurait été rendu à une époque où le droit luxembourgeois aurait attribué aux enfants mineurs le nom du père en vertu d'une règle coutumière. Or, la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants aurait mis fin à la discrimination entre le père et la mère au niveau de l'attribution du nom des enfants en permettant à l'enfant, en vertu de l'article 57, alinéa 3 du Code civil, d'acquérir soit le nom de l'un de ses parents soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur réitère, en substance, ses développements contenus dans la requête introductive d'instance en ce qui concerne les principes légaux régissant une demande de changement de nom patronymique, pour ensuite insister sur le fait qu'il n'aurait trouvé aucune disposition dans le droit luxembourgeois, ni dans la jurisprudence luxembourgeoise qui ne permettrait pas à un homme marié de porter le nom de sa conjointe et qu'il existerait, au contraire, une coutume selon laquelle, au moment du mariage, l'épouse peut choisir de porter le nom de son conjoint. Il estime, dès lors, qu'il serait inéquitable, voire discriminatoire d'interdire à un homme marié de porter le nom de son épouse, alors même que cette dernière a donné son accord en ce sens, tel que ce serait le cas en l'espèce.

Pour ce qui est de l'invocation, par la partie étatique, de l'article 57 du Code civil, le demandeur insiste sur le fait que, même si ledit article laissait effectivement aux parents la liberté de choisir le nom à donner à leurs enfants mineurs au moment de leur naissance, il n'en resterait pas moins que, dans les faits, lui et son épouse n'auraient pas eu cette liberté de choix, puisqu'au vu du fait qu'au moment de la naissance de son enfant, le demandeur n'aurait ressenti plus aucun sentiment d'appartenance familiale avec sa famille paternelle, ils auraient été obligés de donner le nom de « ... » à leur enfant.

Il insiste, finalement, sur le fait qu'il souhaiterait changer son nom en celui de « ... » non seulement au vu des liens affectifs forts qui le lieraient à son épouse et à son enfant, mais également eu égard au fait qu'il ressentirait le port du nom de « ... » comme insupportable.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique maintient l'intégralité de ses arguments développés dans son écrit contentieux antérieur, en insistant sur le fait qu'en droit luxembourgeois, chaque personne posséderait un seul nom, à savoir celui indiqué dans les registres de l'état civil, et que, contrairement au droit français, la législation luxembourgeoise ne prévoirait pas le nom d'usage.

S'il était vrai qu'en vertu d'une règle coutumière, de nombreuses femmes mariées utiliseraient, avec ou sans l'accord de leur mari, le nom de celui-ci pour déclinier leur identité, il n'en resterait pas moins qu'elles ne possèderaient pas pour autant le nom de leur mari, ledit nom ne pouvant pas être inscrit sur leur acte de naissance. Elles continueraient dès lors à posséder exclusivement le nom leur ayant été attribué au moment de leur naissance et inscrit dans les registres de l'état civil.

Elle ajoute qu'il serait faux de prétendre que l'homme marié est discriminé par rapport à la femme mariée puisque la législation luxembourgeoise ne permettrait pas à la femme mariée de prendre le nom de son conjoint, tout comme elle ne donnerait pas non plus une telle faculté à l'homme marié.

En ce qui concerne tout d'abord la légalité externe de l'acte attaqué, le tribunal est amené à relever que le demandeur se contente de se rapporter à prudence de justice quant aux éventuelles causes d'illégalité externe pouvant, le cas échéant, affecter l'acte attaqué sans toutefois invoquer le moindre moyen concret à cet égard.

Encore que le fait de se rapporter à prudence de justice s'analyse en principe en une contestation, il convient néanmoins de retenir qu'un moyen non autrement précisé n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision litigieuse. En effet, les moyens simplement suggérés, sans être soutenus effectivement, ne sont pas à prendre en considération par le tribunal, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, de sorte qu'il y a lieu de rejeter ce moyen.

Quant à la légalité interne de l'arrêté grand-ducal déféré, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, précitée, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé¹.

Par ailleurs, il échet de relever, d'une part, que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au gouvernement, qui doit être dûment motivée. Cette exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le procureur d'Etat compétent ensemble le procureur général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes².

D'autre part, il y a encore lieu de rappeler que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique,

¹ Trib. adm. 13 novembre 1997, n° 9854 du rôle; Trib. adm. 14 juin 2017, n° 38215 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°7, et les autres références y citées.

² Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Il appartient, à cet égard, en tout état de cause au demandeur de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

En l'espèce, il se dégage du dossier administratif que le demandeur justifie sa demande en changement de nom par l'absence de tout sentiment d'appartenance à sa famille paternelle et ce, depuis que son père a tenté de tuer sa mère, crime pour lequel le père du demandeur a été condamné à une peine de réclusion criminelle, le demandeur expliquant que si, pendant sa minorité, sa famille aurait insisté pour qu'il maintienne le contact avec son père, tel ne serait plus le cas depuis sa majorité, de sorte qu'il serait sans contact avec celui-ci depuis plus de vingt ans, le demandeur souhaitant, en conséquence, rompre définitivement tout lien avec son père et la famille de celui-ci.

Force est, à cet égard, de relever que la partie étatique explique dans son mémoire en réponse qu'en tenant compte de la condamnation pénale du père du demandeur du chef de tentative d'assassinat sur la mère de celui-ci, la demande visant à ne plus porter le nom du père semblerait être justifiée, de sorte à admettre l'existence, dans le chef du demandeur, de circonstances exceptionnelles, respectivement de raisons importantes justifiant sa demande de changer le nom qui lui a été attribué au moment de la naissance et qui est inscrit dans les registres de l'état civil. Le tribunal constate lui-aussi qu'au vu de l'histoire familiale du demandeur, telle que documentée à suffisance à travers les pièces jointes à la demande de changement de nom, il doit être admis que les raisons invoquées par le demandeur à l'appui de sa demande de changement de nom doivent effectivement s'analyser en des circonstances graves et exceptionnelles pouvant *a priori* justifier un changement de nom, puisque, d'un point de vue objectif, d'une part, le port du nom du père ne correspond, en l'espèce, plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, et que, d'autre part, d'un point de vue subjectif, le port de ce nom peut, à juste titre, être ressenti comme insupportable par une personne dont le père a été condamné à une peine de réclusion criminelle pour avoir tenté de tuer sa mère alors qu'il n'était qu'un enfant.

Pour ce qui est du nom proposé en remplacement du nom actuel, à savoir le nom de « ... », force est de constater que s'il s'agit certes du nom porté par l'épouse du demandeur, il s'agit pour le demandeur également et surtout du nom porté par leur enfant mineur commun, le demandeur ayant expliqué que lui et son épouse avaient justement, conformément à la possibilité leur conférée par l'article 57 du Code civil, donné à leur enfant commun le nom patronymique de sa mère et ce, au vu de l'absence dans le chef du demandeur de tout sentiment d'appartenance à sa famille paternelle en raison des circonstances graves exposées ci-avant.

Or, il n'est pas contesté qu'il existe entre le demandeur et son enfant des liens affectifs forts et de nature à correspondre à une réalité sociale de rattachement à une famille, étant, par ailleurs, relevé que l'épouse du demandeur a expressément marqué son accord pour que son époux porte le même nom patronymique que leur enfant mineur commun.

C'est, dès lors, à tort qu'au vu des circonstances exceptionnelles entourant la demande de changement de nom litigieuse et face au constat que cette demande vise avant tout à pouvoir

adopter le nom porté par son enfant mineur que le demandeur s'est vu refuser celle-ci sur base du seul fondement de l'inexistence en droit luxembourgeois de la possibilité pour l'homme marié de porter le nom de son épouse.

Cette conclusion s'impose d'autant plus que s'il est certes vrai que le droit luxembourgeois ne prévoit pas la possibilité pour l'homme marié de prendre le nom de sa conjointe - tout comme elle ne prévoit pas non plus la possibilité pour la femme mariée de prendre le nom de son conjoint -, il n'en reste pas moins qu'il ne s'agit là que de l'application du principe de la fixité du nom patronymique inscrit l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, principe auquel, tel que relevé ci-avant, il peut être dérogé en cas de raisons importantes s'analysant en des circonstances exceptionnelles. S'il n'est dès lors, en effet, pas possible à un homme marié de demander à pouvoir porter le nom de sa conjointe pour des raisons de pure convenance personnelle ni d'ailleurs pour la femme mariée de ce faire pour ce qui est du nom de son époux, il doit être admis que lorsqu'un demandeur de changement de nom a fait état de circonstances exceptionnelles justifiant un changement de son nom patronymique, tel que cela est justement, de manière non contestée, le cas en l'espèce, sa demande, même si elle devait uniquement viser à pouvoir porter le nom de sa conjointe, ne saurait être refusée sur base du seul constat que le droit luxembourgeois ne prévoit pas la possibilité pour un homme marié de porter le nom de sa conjointe.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent et sans qu'il n'y ait lieu de statuer plus en avant, il y a lieu de conclure que c'est sur base de motifs erronés qu'il n'a pas été fait droit à la demande de Monsieur ... de changer son nom actuel en celui porté non seulement par son épouse, mais aussi et surtout par son enfant, ..., de sorte que le recours en annulation est à déclarer fondé et l'arrêté grand-ducal litigieux du 27 octobre 2018 à annuler.

Le demandeur sollicite encore la condamnation de l'Etat à une indemnité de procédure de 1.000.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives. Cette demande est toutefois à rejeter dans la mesure où la partie étatique conteste tant le principe que le montant de cette demande et où le demandeur omet de spécifier la nature des sommes exposées non comprises dans les dépens et qu'il ne précise pas en quoi il serait inéquitable de laisser les frais non répétibles à sa charge.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en annulation dirigé contre l'arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018 ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, annule l'arrêté grand-ducal du 27 octobre 2018 portant refus de l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de « ... » en « ... » et renvoie l'affaire en prosécution de cause devant l'autorité compétente ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne l'Etat aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 janvier 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier assumé Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 16 janvier 2020
Le greffier du tribunal administratif